

Reportage

La Mauritanie, havre de paix dans un Sahel meurtri par le jihadisme

Alors que ses voisins souffrent d'une insécurité croissante liée aux groupes jihadistes, le pays n'a pas subi d'attaque depuis dix ans, notamment grâce à une politique sécuritaire musclée. Dans le Nord-Est, la région de l'Adrar fait figure de sanctuaire.



A Ouadane, cité historique fondée au XIIe siècle au cœur du massif de l'Adrar, le 10 décembre. (Philippe Guionie/Libération)

Surtout ne pas se fier à sa frêle silhouette, drapée dans une melahfa, ce voile qui enveloppe les Mauritaniennes de la tête aux pieds : Zayda Mint Bilal, 43 ans, est une femme à poigne. Elle est devenue l'une des figures marquantes de Ouadane, cité historique fondée au XIIe siècle au cœur du massif de l'Adrar, et située à plus de 600 kilomètres au nord-est de Nouakchott, capitale de cet immense pays, près de deux fois la taille de la France.

Sur le toit de son auberge, alors que les dernières lueurs du jour embrasent d'un rose chatoyant les dunes qui s'étendent jusqu'à l'horizon, Zayda fume avec nonchalance, en évoquant de sa voix rocailleuse sa vie de femme divorcée, qui a construit son destin toute seule. C'est sa mère et sa grand-mère qui l'ont encouragée à aller à l'école, explique-t-elle. Mais un mariage à 18 ans et la naissance d'un enfant la cantonnent bientôt à son foyer. Jusqu'au divorce qui lui rendra sa liberté et lui permettra d'entamer une deuxième vie.



Le 11 décembre, lors de la dixième édition du Festival des villes anciennes, cette année à Ouadane. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

«On la sent heureuse dans cette cité de fin du monde, elle y a façonné un univers qui gravite autour d'elle, une auberge où elle reçoit les étrangers, [...] et tout ça à partir de rien, un petit commerce de menthe fraîche et de colliers, elle a tout construit à force de sourires et de patience», raconte l'écrivain Beyrouk, qui évoque le parcours de cette femme dynamique dans l'un de ses romans, le Silence des horizons, publié en 2021 en France. Beyrouk est d'ailleurs là, lui aussi.

Silhouette toute en rondeurs, sirotant son thé à la menthe sous la grande *khaïma*, la tente traditionnelle dressée dans la cour de l'auberge.

«Ici, les femmes ont une vraie autorité»

Ce jour-là, il est venu de Nouakchott, pour assister au Festival des villes anciennes, créé il y a dix ans, et qui s'est déroulé cette année à Ouadane, à la midécembre. Le temps d'un week-end, cette ville citadelle, construite sur un piton rocheux, qui abrite aujourd'hui plus de 3 000 habitants, est sortie de sa torpeur, réveillant les souvenirs nostalgiques d'un âge d'or perdu. Celui des lettrés dont les précieux manuscrits sont encore jalousement gardés dans les bibliothèques des grandes familles de la ville. Celui des caravanes qui se croisaient dans cette cité, carrefour entre le nord et le sud du continent.

«A l'époque, l'argent n'existait pas. Tous les échanges se faisaient sur la base du troc. Il y avait une réelle solidarité entre les habitants qui s'entraidaient, construisaient ensemble leurs maisons», soupire un vieux guide, croisé dans le labyrinthe de ruelles de pierres et de maisons en ruines qui, autour de la rue des 40 savants, constituent les dernières traces de cet islam éclairé et florissant.

Aujourd'hui, la Mauritanie est une république islamique, le seul pays du Sahel à ne pas avoir de Constitution laïque. L'alcool y est prohibé, les femmes ont toutes la tête voilée. Les apparences sont pourtant parfois trompeuses. Même dans une société restée globalement traditionnelle, «dans laquelle un fils ne prend pas facilement la parole devant son père, ne boit ni ne mange avant lui», explique Abdallah, 25 ans, qui vient d'achever des études d'ingénieur en Algérie. «Ici, les femmes ont une vraie autorité. Dans leur foyer d'abord, bien sûr. Mais elles s'émancipent peu à peu. Grâce à l'école et surtout, dès qu'elles assument une activité économique. Désormais, la polygamie est rare et les femmes divorcées sont valorisées. On considère qu'elles ont ainsi acquis de l'expérience», souligne Zayda.



Portrait de Mohamed Ould Ghazouani, président mauritanien, sur la route entre Adar et Ouadane. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Mais l'essentiel est ailleurs : premier pays du Sahel touché par les attentats terroristes à partir de 2007, la Mauritanie fait aujourd'hui figure de havre de paix dans une région gangrenée par l'irrésistible progression d'une violence aveugle attribuée aux jihadistes. Alors que le Mali, le Burkina Faso ou le Niger enregistrent quasiment chaque jour <u>de nouvelles violences meurtrières</u>, la Mauritanie n'a plus connu aucune attaque depuis dix ans.

Dialogue assumé avec les intégristes

La réorganisation de l'armée à partir de 2010 a joué un rôle déterminant. Le contrôle du territoire s'est amélioré grâce à des unités mobiles qui sillonnent le pays, quadrillé de surcroît par les barrages de la gendarmerie qui signalent tout passage de véhicule au poste suivant. Sans oublier la mise en place d'une vaste zone interdite, le long de l'immense frontière de sable avec le Mali voisin. «Il n'y a pas un point du pays qui n'est pas surveillé et, en réalité, tout le monde fait du renseignement. Même les petites vendeuses ambulantes qu'on voit un peu partout. On se connaît tous. Nous ne sommes que 4 millions d'habitants sur cet immense territoire », confie Moussa Souvi, vice-président de la fédération du tourisme.



La réorganisation de l'armée a permis d'intensifier les contrôles via des unités mobiles. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Pourtant, la réponse sécuritaire musclée mise en place par l'exprésident Mohamed Ould Abdel Aziz, et perpétuée par son successeur Mohamed Ould Ghazouani, <u>élu en 2019</u>, n'explique pas tout. «La différence avec nos voisins, c'est d'abord la présence d'un Etat fort. Mais quand l'armée mauritanienne va dans le désert, elle évolue en terrain connu. Alors que l'armée malienne, constituée surtout de bataillons venus du Sud, se retrouve en terre étrangère dans le nord de son propre pays», constate le cinéaste Abderrahmane Sissako.

Né en Mauritanie, il a grandi au Mali dont il a suivi la dérive à partir de 2012 avec l'arrivée des jihadistes dans le sillage d'une rébellion indépendantiste touareg. Un tournant dramatique évoqué en 2014 dans son film <u>Timbuktu</u>, auréolé de sept césars. Cette année, il était le président du festival qui s'est déroulé à Ouadane. Et c'est sous la *khaïma* dressée dans la cour de Zayda qu'il évoque cette exception mauritanienne face au terrorisme.



Abderrahmane Sissako, à Ouadane lors du festival, le 11 décembre. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

«Elle tient aussi à la mise en place d'une politique de déradicalisation. Les imams mandatés par l'Etat sont allés en prison discuter avec les jihadistes incarcérés. Ils ont obtenu qu'un certain nombre demandent pardon. Ceux-là, on les a libérés, mais ce ne fut pas le cas pour les tueurs d'Aleg», rappelle-t-il en faisant allusion à l'assassinat de quatre Français, le 24 décembre 2007 à Aleg, à 250 kilomètres de Nouakchott. Un véritable choc qui poussera le célèbre rallye Paris-Dakar à annuler sa course prévue au début de l'année suivante. Les attentats se poursuivront jusqu'en 2009.

Dans ce contexte périlleux, la Mauritanie a donc assumé le dialogue avec les intégristes. On le lui reprochera parfois. En 2016, après la mort d'Oussama ben Laden, des documents seront retrouvés dans sa cache au Pakistan, faisant état d'un projet de pacte entre la Mauritanie et la branche d'Al-Qaeda au Maghreb islamique (Aqmi). L'information a été démentie à l'époque par Nouakchott. Mais cinq ans plus tard à Ouadane, le sujet est balayé d'un geste par un haut fonctionnaire mauritanien : «C'est possible. Et alors ? Chez nous, les jihadistes libérés font l'objet d'une surveillance étroite. Ils ont intérêt à se tenir tranquilles.»

Stratification complexe de tribus

Pour définir l'exception mauritanienne, Abderrahmane Sissako, lui, préfère se référer à «une identité culturelle forte qui soude les gens du désert. Une humilité, qui les pousse à l'ouverture aux autres». La tradition soufie, très implantée dans le pays, explique aussi une réticence à générer des conflits, rappellent souvent les habitants de cette région démunie, fragilisée par les sécheresses récurrentes.

Dans ce contexte de pauvreté chronique, aucun ressentiment ne vise pourtant les étrangers de passage. Contrairement aux pays voisins, le sentiment antifrançais semble inexistant. Partout, les regards sont bienveillants, la courtoisie s'impose, célébrant «l'amitié franco-mauritanienne».

Pour Abderrahmane Sissako, c'est l'effet d'une colonisation dictée par «un deal avec les chefferies maraboutiques». Une sorte de gouvernance indirecte, à la britannique, assez rare dans l'espace de l'Afrique francophone. Aujourd'hui, la relation avec l'ancien colonisateur se poursuit sans accroc, «mais dans une totale discrétion, note encore le cinéaste. Le gouvernement communique peu sur ses bonnes relations avec Paris».

Le pays n'est pourtant pas exempt d'ambiguïtés et de détresses sociales. Certes, on ne voit pas de mendiants, et encore moins d'enfants abandonnés dans les rues du nord de la Mauritanie, où les orphelinats sont rares. Une forte cohésion sociale permet d'accueillir tous les enfants qui n'ont plus de parents. Mais les jeunes femmes qui tombent enceintes avant le mariage «sont souvent ostracisées», note Neiha Dacheine, qui gère une structure pour ces mères isolées à Atar, la capitale de l'Adrar, qui fut longtemps la principale ville du pays.



En Mauritanie, les orphelinats sont rares grâce à une forte cohésion sociale. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

«La contraception existe mais elle est réservée aux femmes mariées. Même le divorce, si fréquent ici, relève encore légalement de la décision du seul mari. Bien qu'on puisse compter sur les femmes mauritaniennes pour l'obtenir en leur menant une vie impossible», poursuit la sexagénaire en riant.

A ces freins encore dictés par la tradition s'ajoutent des lignes de fractures propres à la société mauritanienne, constituée d'une stratification complexe d'ethnies et de tribus, officiellement aujourd'hui toutes égales face à la loi. Laquelle a officiellement aboli l'esclavage depuis 1981. «Moi, je suis Haratine [descendante d'esclaves affranchis, ndlr], je suis noire, et ça se voit tout de suite. Quand on me traite d'esclave, c'est déjà arrivé, je hurle, je fais un scandale, car désormais, j'ai le droit de mon côté. Il faut savoir réagir», s'exclame Zayda, alors que retentit au loin l'appel à la prière du muezzin qui rythme les journées des habitants de Ouadane.

La petite ville réussira-t-elle à préserver cette oasis de paix, loin du fracas d'un monde de plus en plus volatile ? «On nous dit parfois que nous serons, nous aussi, tôt ou tard, rattrapé par la violence de la région. Mais ça n'arrivera pas», veut croire de son côté, Abderrahmane Sissako, qui a quitté Paris depuis dix ans pour retourner dans son pays natal. Dernier espace préservé, dans les sables mouvants du Sahel.

Reportage

Tourisme en Mauritanie: l'Adrar veut prendre un nouveau départ

Un groupe de voyageurs français, habitués de la région, a embarqué début décembre pour le nord de la Mauritanie. Ce premier trajet de la saison, espèrent les organisateurs, devrait permettre de relancer le secteur terrassé par la pandémie.



A l'arrivée du vol affrété pour l'agence de voyages Point-Afrique, le 10 décembre. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

«C'est avec une certaine émotion que je vous accueille sur ce vol inaugural», lance un grand blond qui ressemble vaguement à Didier Raoult, en prenant la place du steward à l'avant de l'avion. Jean-François Dominiak est le patron d'ASL Airlines, la compagnie aérienne qui, en ce début décembre, a affrété le premier vol de la saison pour Atar, principale ville du nord de la Mauritanie. Il a aussi écrit un thriller qui se déroule sur l'île grecque de Sífnos, prisée par beaucoup de Français.

Les personnalités atypiques ne manquent pas dans cet avion qui défie les peurs contemporaines. Celle du Covid d'abord, qui a isolé depuis près de deux ans la Mauritanie, vaste carré désertique, à la jonction du Maghreb et de l'Afrique de

www.liberation.fr - 28 décembre 2021

l'Ouest. La pandémie y a sonné le glas d'un tourisme qui redémarrait à peine depuis 2017, au moment où le pays était enfin passé de «zone rouge» à «zone orange», selon la gradation des risques pour les voyageurs décidée par le ministère des Affaires étrangères.



A bord d'un avion survolant la ville d'Atar, début décembre. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Car d'autres peurs minent cette région du Sahel, sans cesse déstabilisée par la recrudescence d'attaques de groupes armés jihadistes. Dans ce jeu de dominos fatal, la Mauritanie semble pourtant avoir su tirer son épingle du jeu, en assurant désormais avec efficacité la sécurité de son territoire.

«Quand tu dis que tu pars en Mauritanie, on te demande toujours si tu n'as pas peur. Et juste après, on te lance: "Mais pour quoi faire?" Le débat politique actuel, pollué par la xénophobie, dévalorise les pays africains, surtout ceux qui sont musulmans», constate Jean-Luc Martin, adjoint à la maire de la commune de Bidon, dans l'Ardèche, qui fait partie du voyage.

Bidon, c'est aussi là qu'habite <u>Maurice Freund, véritable démiurge de cette</u> <u>aventure touristique</u> lancée par sa coopérative de tourisme solidaire, le Point-Afrique. Vieux cow-boy romantique de 78 ans, initiateur des premiers vols low-cost dans les pays du Sahel, dès les années 80, Maurice Freund a aussi été le premier à lancer des vols touristiques vers Atar fin 1996. Mais en 2011, le passage de l'est de la Mauritanie en zone rouge l'oblige à interrompre tout trajet.

www.liberation.fr - 28 décembre 2021



Maurice Freund, responsable du Point-Afrique, qui organise les vols à destination d'Atar, ici le 10 décembre, à Ouadane. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Cinq ans plus tard, face aux bons résultats sécuritaires, il se lance dans une nouvelle bataille : changer la couleur du pays pour permettre le retour des touristes. Dans ce combat, le rejoignent vite trois autres mousquetaires : le général Marc Foucaud qui a dirigé l'opération Serval lancée en 2013 au Mali pour contrer l'avance des jihadistes, l'ancien ministre Jean-Marie Bockel, ainsi que l'ancien Monsieur Afrique d'Air France, Guy Delbrel.

Le <u>quatuor va réussir à convaincre le Quai d'Orsay</u> de renoncer au rouge. «Le 30 décembre 2017, une date que je ne peux pas oublier», murmure Maurice Freund, face au premier soleil couchant dans le désert, le soir de l'arrivée en Mauritanie.

Le tourisme pour échapper aux démons

A ses côtés, au milieu des dunes, on retrouve les autres protagonistes de cette croisade anti-zone rouge: le général Foucaud, désormais à la retraite, devenu administrateur du nouveau terminal des conteneurs du port de Nouakchott; Guy Delbrel, vieux compagnon de route; Jean-Marie Bockel qui connaît Maurice Freund, alsacien d'origine, depuis l'époque où il était maire de Mulhouse.

A l'exception du général, eux ne sont venus que pour «vingt-quatre heures», pour «appuyer l'initiative de ce premier vol», souligne Bockel. Tous persuadés que seul le tourisme permettra à cette région démunie d'échapper à la misère et aux démons qui hantent le Sahel. Ils ne sont ni intéressés, et encore moins naïfs ou idéalistes, conscients des atouts comme des périls de cette partie du continent. Bockel a perdu l'an passé l'un de ses fils, militaire français, en mission au Mali.



En 2017, le Quai d'Orsay a reclassé la Mauritanie en zone orange. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Parmi les invités de Maurice lors de ce premier vol, on trouve également son ami Sébastien Pétronin. Lui aussi a été confronté aux dangers qui guettent cette vaste région désertique. Pendant quatre ans, il s'est battu sans relâche pour retrouver sa mère, Sophie Pétronin, otage dans le nord du Mali. Après sa libération, elle est retournée vivre à Bamako, la capitale du pays, suscitant <u>l'indignation de certaines bonnes âmes hexagonales</u>. Lesquelles ignorent que Bamako est très éloigné des zones à risques et n'ont jamais goûté au charme de ces immenses paysages ni côtoyé ceux qui y vivent.

A la différence des passagers de ce vol qui ont, tous ou presque, déjà connu l'Afrique. Ils sont plutôt de gauche, en majorité provinciaux, et la plupart ont dépassé les 40 ans. Il y a Jean, par exemple, qui a récemment vendu son agence immobilière pourtant florissante, à Saint-Rémy-de-Provence, pour renouer avec

un continent où il a passé une partie de son enfance. Multipliant, depuis, les traversées d'un désert qui fut longtemps dominé par les nomades, avant qu'un grand nombre d'entre eux ne soient sédentarisés. Le monde se rétrécit, même pour les populations autochtones dont l'identité était liée à ces grands espaces silencieux.



Sur la route entre Atar et Ouadane, le 10 décembre. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Installée dans le Loiret, Martine a elle aussi maintes fois traversé ces paysages infinis. A partir de 2008, cette élégante septuagénaire, infirmière retraitée, parcourait chaque année des milliers de kilomètres par la route jusqu'à Atar pour y livrer diverses fournitures à une ONG locale, appelée Les enfants du désert. Mariée et mère de trois enfants, elle partait seule, avoue n'avoir jamais eu peur, même quand le pays était classé en zone rouge.

Une certaine désolation

Le pays est pourtant longtemps resté isolé par la faute de ce label de dangerosité. Et depuis Atar, jusqu'à Ouadane et Chinguetti, deux cités historiques classées au patrimoine mondial de l'Unesco, c'est aussi une certaine désolation qui s'impose. Chinguetti fut longtemps considéré comme le septième lieu saint de l'islam. Mais aujourd'hui, les ruelles en pierres ocre de la vieille cité semblent livrées aux fantômes, plongées dans le silence, grignotées par le sable. La plupart des

auberges ont fermé, et les vendeuses d'artisanat s'accrochent aux rares visiteurs comme des naufragées face à leurs potentiels sauveurs.

Dans l'oasis de Terjit, tant vantée par les dépliants touristiques, une Française de passage, qui connaît la Mauritanie depuis vingt-cinq ans, se lamente sur l'eau de plus en plus rare dans un paradis qu'elle craint désormais perdu. Combien de touristes seront-ils nécessaires pour faire réellement redémarrer l'économie de ces zones à la beauté majestueuse, mais totalement démunies ?



Une partie des projets de développement a dû être interrompue à cause du Covid. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

Parmi les passagers de ce premier vol pour Atar, certains comme Vincent sont venus pour retrouver la solitude du désert. Ou, comme Jean-Louis et Anne, alpinistes chevronnés, pour partir à l'assaut du monolithe de Ben Amira, le troisième plus grand au monde après le mont Augustus et l'Ayers Rock, en Australie. Ils ont été les premiers à en baliser l'ascension et espèrent attirer ici des grimpeurs en quête de nouveaux défis. D'autres ont l'espoir de réamorcer des projets de développement mis en sommeil pour cause de pandémie.

Maaden, utopie égalitaire

C'est le cas pour Kibouj, l'association fondée vers Saumur par Micheline, dite «Mimi». Longtemps secrétaire de son époux médecin, cette femme énergique a vécu sa découverte de l'Afrique «comme une déflagration». Un ami spécialisé dans la protection des animaux lui propose de l'accompagner au Niger en 2007 : «J'avais une de ces trouilles», confie-t-elle. Elle en revient «transformée». Son association d'aide médicale et scolaire va naître peu après. Mais en août 2019, l'assassinat de jeunes humanitaires près de la capitale, Niamey, sonne le glas définitif des projets au Niger. Reste la Mauritanie. Et le petit village de Maaden, totalement enclavé entre champs de roches et dunes infinies.

Cette localité de 700 habitants a une histoire surprenante. Erigée ex nihilo par la seule volonté d'un maître spirituel soufi, le cheikh Mohamed Lemine Sidina, qui en 1975 viendra s'y installer avec ses fidèles pour y fonder une terre promise. Autour d'une palmeraie surgie du sable, grâce au travail acharné des pionniers de cette utopie égalitaire, «basée sur la solidarité avec les plus pauvres et le refus de toute distinction entre races et tribus», rappelle Djibril, qui fut le mécanicien du cheikh avant d'épouser l'une de ses filles.

Cette expérience assez unique a attiré l'attention de Pierre Rabhi, chantre de l'agriculture écologique, <u>décédé début décembre</u>. A partir de 2018, il y initiera l'un de ses derniers projets agropastoraux, fournissant une aide précieuse aux habitants qui « perpétuent l'esprit du cheikh Sidina décédé en 2003», souligne Houdy, l'un de ses fils, devenu professeur de biologie végétale.



Ouadane, le 10 décembre. (Philippe Guionie/Libération PRODLIBE 2021-2031)

De son côté, Kibouj y a déjà rénové le petit centre de santé, où *«les femmes accouchaient la nuit à la lumière des téléphones portables»,* rappelle Mohamed, l'infirmier. Dans le sillage de la petite équipe de l'association, deux jeunes agriculteurs alsaciens, Christophe et Lili, sont venus offrir au village des semences anciennes de blé, interdites à la commercialisation en Europe sous la pression des lobbys céréaliers mais dont les vertus sont adaptées à ces climats chauds et secs. Alain, vieux connaisseur de la Mauritanie, converti à l'islam, toujours vêtu de sa djellaba blanche, s'est lui aussi agrégé à cette virée dans un village perdu au cœur du désert.

En découvrant les salles d'école où les enfants étudient parfois par terre, faute de tables, en partageant la vie précaire dans des villages où l'eau est rare, l'électricité aléatoire et le wifi souvent inexistant, les passagers du premier vol pour Atar se sont peut-être d'abord reconnus eux-mêmes: des voyageurs prêts à braver les fantasmes et les frilosités qui guettent un monde de plus en plus limité. Les prochains vols confirmeront-ils ce sursaut? Le Covid sert désormais souvent de thermomètre, imposant de nouvelles «zones rouges» qui menacent cette fois davantage la France que la Mauritanie.